

# Un nouveau rapport sonne l'éveil pour le secteur agroalimentaire canadien

OTTAWA, le 7 février 2011 — Le Canada se doit de réaliser le plein potentiel d'une de ses plus importantes valeurs économiques: son secteur agroalimentaire. La chute de rentabilité du secteur, son manque de pertinence ainsi que son incapacité à saisir des opportunités de marché empêchent le Canada d'atteindre son plein potentiel. Voici le message principal qui se dégage d'un récent rapport publié par l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) et intitulé *Une destination pour l'agro-alimentaire canadien*.

L'industrie agroalimentaire canadienne est le plus important employeur au Canada et un exportateur de premier plan. Pourtant, un problème chronique de non-rentabilité, l'augmentation des importations de produits alimentaires et le risque de se faire surpasser par d'autres pays exportateurs mettent en évidence les sérieuses faiblesses sous-jacentes de notre système. À cela, il faut ajouter la forte hausse de l'obésité et des maladies liées aux régimes alimentaires, les menaces environnementales, la baisse des investissements en recherche et développement et les demandes répétées pour une réglementation moderne. Le statu quo est inacceptable. L'industrie agroalimentaire canadienne dispose suffisamment de ressources naturelles et humaines pour faire beaucoup mieux et pourtant, le Canada risque de manquer l'occasion de réaliser son plein potentiel.

L'ICPA espère aider le pays à se ressaisir en provoquant des discussions conçues pour créer un nouveau plan agroalimentaire. L'industrie et le gouvernement doivent adopter de nouvelles approches, notamment transformer les mentalités traditionnelles à l'endroit de la chaîne de valeur, se doter d'un autre modèle en matière d'innovation et restructurer les programmes d'aide gouvernementale. Le rapport lance aussi des idées pour favoriser des choix santé en matière d'alimentation, promouvoir la viabilité environnementale et modifier la réglementation.

Pour réaliser notre potentiel, le Canada doit absolument se doter du meilleur système au monde favorisant une saine alimentation. L'industrie agroalimentaire, ses fournisseurs, ses chercheurs, les secteurs connexes et le gouvernement doivent tous œuvrer au sein de systèmes alimentaires étroitement intégrés afin de pouvoir atteindre, d'ici 2025, « la » destination et les objectifs suivants, qui sont les catalyseurs du changement :

- Doubler la valeur en dollars des exportations canadiennes de produits agroalimentaires pour atteindre 75 milliards de dollars (actuellement : 38,8 milliards de dollars).
- Produire et fournir 75 % de nos propres aliments (actuellement : 68 %).
- Faire en sorte que 75 % du secteur agroalimentaire dépendent de biomatériaux et de biocarburants pour générer de nouveaux revenus ou réduire les dépenses.

« Nous espérons que les idées mises de l'avant dans ce rapport susciteront des discussions créatives chez tous les intervenants du secteur, depuis les agriculteurs aux passionnés de cuisine,



en passant par les chercheurs et les organismes de réglementation, les environnementalistes et les économistes, le milieu de la santé et les consommateurs », a dit M. Gaëtan Lussier, président du conseil d'administration de l'ICPA. « Il faut que tous les acteurs du secteur agroalimentaire et tous ceux liés d'une façon ou d'une autre à l'alimentation répondent à l'appel. Nous devons saisir l'occasion. Les consommateurs, d'ici et d'ailleurs, doivent choisir des aliments canadiens. Nous voulons que les investisseurs choisissent le Canada. Nous sommes persuadés que le secteur agroalimentaire peut contribuer encore plus à améliorer les perspectives du Canada. »

Les idées formulées dans ce rapport ont commencé à s'articuler vers la fin de 2009 avec la création de trois groupes d'experts (sur les liens entre les aliments et le mieux-être, durabilité et la viabilité) dont le mandat était de se pencher sur les enjeux alimentaires cruciaux et de proposer des solutions. Les participants proviennent de tout le secteur agroalimentaire : agriculture primaire, transformation, entreprises et organisations du secteur agroalimentaire, fournisseurs d'intrants, distributeurs, organismes de santé, groupes environnementaux, instituts de recherche, milieu universitaire et gouvernements fédéral et provinciaux.

« Nous avons besoin d'un plan agroalimentaire qui transcende notre horizon traditionnel de planification sur cinq ans et qui nous permet de redécouvrir le dynamisme et mentalité de collaboration étroite entre chacun des systèmes alimentaires générera des aliments sains, produits de façon responsable, et un approvisionnement fiable ».

Prochaine étape : recevoir les commentaires de l'industrie, des gouvernements et d'autres parties intéressées sur la meilleure façon de mettre en œuvre ces changements stratégiques. L'ICPA sollicite les commentaires et la réflexion de tous. L'ICPA concentrera maintenant ses efforts à trouver les moyens les plus efficaces pour actualiser les idées fondamentales du rapport de destination. Nous prévoyons publier une mise à jour en mai 2011.

L'ICPA publie également dans son site web ([www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca)) une série de rapports de recherche qui ont étayé ce travail.

### **L'ICPA en bref**

L'Institut canadien de politiques agroalimentaires (ICPA) est un forum de politiques indépendant et impartial, qui œuvre à la pérennité du secteur agricole et agroalimentaire canadien. L'ICPA se veut un catalyseur. Il cerne les nouveaux enjeux, favorise les échanges et propose des solutions novatrices aux intervenants tout au long de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire et au sein du secteur universitaire, des instituts de recherche, des gouvernements et d'autres secteurs canadiens. Situé à Ottawa, l'ICPA a été créé en 2004 par le gouvernement fédéral à titre de société sans but lucratif et ses activités sont dirigées par un conseil d'administration et par un comité consultatif.

### **Pour plus d'information, veuillez communiquer avec :**

David McInnes

Président et chef de la direction

Institut canadien des politiques agroalimentaires

(613) 759-1038 / 866-534-7593

[mcinnesd@capi-icpa.ca](mailto:mcinnesd@capi-icpa.ca)